

de la remise en état des outillages en Grande-Bretagne, ainsi que de la nécessité d'orienter de nouveau la production industrielle, qui avait été presque entièrement consacrée à la satisfaction des besoins propres au temps de guerre, vers la satisfaction des besoins propres au temps de paix. On semble parfois oublier que nul pays, et je ne fais pas exception de l'Allemagne, n'a transformé sa production industrielle aussi complètement que la Grande-Bretagne pour la faire servir à des fins de guerre. Ce pays a eu à faire face à une tâche formidable de transformation. Puis, avant que cette tâche fût terminée, la nécessité de réarmer entraînée par les événements de Corée et d'ailleurs, est venue imposer un nouveau fardeau à son économie. Tout indique et d'une façon certaine que la Grande-Bretagne va surmonter ces difficultés et qu'elle pourra s'attaquer à ces problèmes d'une façon satisfaisante.

Sans aucun doute, monsieur l'Orateur, avant d'adopter une attitude pharisaïque, dont témoignent certaines déclarations parues récemment dans les journaux, nous devrions examiner notre situation. Rappelons-nous que chaque cent que nous ajoutons aux impôts sans raison ou sans nécessité s'ajoute au coût des articles que nous produisons ou vendons chez nous ou à l'étranger. N'oublions pas non plus que, dans la mesure où il y a eu de l'inflation chez nous, cette inflation a modifié nos frais de fabrication en augmentant le prix de nos produits à l'étranger. Convenons également qu'au coût de revient vient s'ajouter celui du gaspillage, et cela jusqu'au dernier cent. C'est dire, bref, que les impôts élevés, les folles dépenses, le gaspillage et l'inflation constituent des fardeaux qui, non seulement pèsent lourdement sur notre propre population, mais encore compromettent sérieusement nos chances de vendre certaines choses dont la vente est indispensable à la prospérité de nos cultivateurs ou de certains autres producteurs de base.

On nous parle de l'augmentation de nos exportations, exprimée en dollars. A une époque où les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays ont un tel besoin de nos matières premières, qu'ils utilisent pour les besoins de leur défense nationale, nous n'avons pas eu de mal, certes, à écouler ces matières à l'étranger. C'est particulièrement exact dans le cas des États-Unis qui ont à peu près épuisé leurs propres réserves de matières premières, dans bien des cas, et qui se trouvent obligés de chercher ailleurs de quoi alimenter essentiellement leur industrie.

En raison de la nécessité où elle se trouve d'accumuler du matériel, ainsi que pour d'autres raisons, la Grande-Bretagne a dû acheter des quantités croissantes de marchandises

en dollars; mais elle a dû en même temps cesser d'acheter des produits alimentaires pour lesquels elle nous offrait depuis des générations, un marché stable.

Dans toutes les parties du Canada, les cultivateurs se ressentent directement de la perte du marché britannique par lequel nous écoulions notre bacon et notre porc. Partout au Canada, les cultivateurs se ressentent de la perte de nos marchés à l'étranger par lesquels nous écoulions notre viande de bœuf. Pour la première fois depuis beaucoup plus de cent ans, nous ne vendons pas de fromage à la Grande-Bretagne, au grave détriment de l'industrie fromagère du Canada. Nous ne vendons presque pas de produits de la volaille, de produits laitiers ni de pommes. En réalité, nous vendons très peu de l'excédent de notre production agricole à la Grande-Bretagne, sauf du blé et de la farine.

Depuis quelque temps déjà nous exhortons le Gouvernement à prendre l'initiative de convoquer une conférence du Commonwealth en vue d'étudier cet aspect de notre commerce. Maintes et maintes fois, nous avons présenté des motions à cette fin. Le Gouvernement a refusé catégoriquement d'étudier notre proposition.

Et c'est seulement aujourd'hui, alors que tous les cultivateurs du pays sont durement atteints par la perte de ces débouchés agricoles, que des représentants du Gouvernement assistent à une conférence dont le Canada n'a pas pris l'initiative, mais qui a été convoquée par le gouvernement de la Grande-Bretagne. Cette conférence revêt une importance vitale pour tous les Canadiens, et singulièrement pour nos cultivateurs et autres producteurs de denrées alimentaires.

Les cultivateurs ne sont pas les seuls à être inquiets. Pour la première fois depuis des générations, pas une boîte de saumon canadien ne se vend en Grande-Bretagne. Et, pour ce qui est de notre bois, la demande fléchit. Les matières premières que nous vendons aux fins de la défense et autres ne viennent pas grossir les revenus du cultivateur ou de tout autre producteur primaire que la perte de ces marchés met en situation difficile.

Il n'y a pas très longtemps, j'entrais dans une boutique de Londres pour y acheter une boîte de saumon. La boîte portait le nom "Socra", qui faisait immédiatement surgir à l'esprit celui de "sockeye", nom d'un excellent saumon dont on fait la pêche commerciale sur le littoral du Pacifique. La boîte "Socra" venait de Russie. Fait intéressant, si l'on épelle "Socra" à rebours, on